

Bevorderingsambt	Overeenstemmende weddeschaal openbaar ambt
Eerste kok-ploegbaas	320/1
Eerste geschoold onderhoudswerkman-ploegbaas	320/1
Eerste geschoold werkman-ploegbaas	320/1
Assistent-bibliothecaris	220/1
Eerste amanuensis-ploegbaas	330/2
Beheerder-secretaris	230/3
Magazijnbediende	330/1
Eerste hoofdopzichter	420/1
Eerste hoofdclerk	330/1

Mij bekend om gevoegd te worden bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 15 maart 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Ministre van Onderwijs en Audiovisuele Media,
Ph. MAHOX

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 95 - 2212

[S - C - 29399]

**15 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
établissant le modèle type de contrat-programme
et fixant la procédure de sa conclusion prévus à l'article 10bis du décret du 28 juillet 1992**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels, modifié par le décret du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 1994 déterminant la procédure d'octroi ou de retrait de reconnaissance ainsi que celle relative au classement en catégories et à l'octroi de subventions aux Centres culturels;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er;

Considérant que la reconnaissance et le classement des Centres culturels requièrent l'établissement d'un contrat-programme;

Considérant qu'il est impératif que les Centres culturels puissent fonctionner normalement et sans discontinuité; il est urgent de prendre un arrêté établissant le modèle-type de contrat-programme prévu à l'article 10bis du décret du 28 juillet 1992;

Vu l'urgence ainsi motivée;

Vu l'avis de l'Inspection des finances du 5 mai 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 10 mai 1995;

Sur proposition du Ministre ayant la culture dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 15 mai 1995;

Arrête :

Article 1er. Le contrat-programme visé à l'article 10bis du décret du 28 juillet 1992 est établi selon le modèle-type annexé au présent arrêté.

Art. 2. La procédure de conclusion du contrat-programme est la suivante :

Un projet de contrat-programme est approuvé par l'assemblée générale du Centre culturel. Après classement par la Communauté française, le contrat-programme est signé par les parties concernées.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juin 1995.

Bruxelles, le 15 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre chargé de la Culture,

E. TOMAS

Modèle-type de contrat-programme.

Entre d'une part : la Communauté française de Belgique, ci-après dénommée la Communauté, représentée par Monsieur....., Ministre du Gouvernement de la Communauté française, chargé de la Culture, et Monsieur....., Directeur général de la Direction générale de la Culture et de la Communication ;

Et d'autre part :

la ou les Commune(s) de, ci-après dénommée(s) la ou les Commune(s), représentée(s) par

La Province de, ci-après dénommée la Province, représentée par

La Commission communautaire française, ci-après dénommée la COCOF, représentée par

l'A.S.B.L.

ci-après dénommée le Centre culturel, représenté par

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. Au sens du présent contrat-programme, il faut entendre par :

- décret : le décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subventions des Centres culturels modifié par le décret du 10 avril 1995.

- arrêté : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 1994 déterminant la procédure d'octroi, de suspension ou de reconnaissance ainsi que celle relative au classement en catégories et aux conditions de subventions des Centres culturels.

- Commission consultative des Centres culturels : la Commission.

Article 2.

Le Centre culturel de est reconnu en qualité de Centre culturel local
Centre culturel régional

Il est classé en catégorie

Article 3 :

Le Centre culturel s'engage à respecter toutes les missions et prescriptions du décret et de ses arrêtés d'application.

En outre, il s'engage à développer, de manière spécifique, les axes prioritaires de politique culturelle suivants :

Article 4 :

Le présent contrat-programme abroge toute autre convention antérieure conclue entre les parties.

Il est conclu dans les limites des crédits budgétaires du Ministère de la Culture et des Affaires sociales de la Communauté, de la Province, de la COCOF et de la ou des Commune(s).

Article 5 :

Sous réserve de l'application des règles de contrôle administratif et budgétaire ainsi que de l'existence des crédits, le contrat-programme est conclu pour une durée de quatre ans. Il prend effet le et se termine au Il ne peut être renouvelé par tacite reconduction.

Toute résiliation, dénonciation ou modification du contrat-programme ne peut intervenir pour ce qui concerne la Communauté française qu'après avis motivé de la Commission, donné au plus tard six semaines après la réception de la demande d'avis. Ce délai est augmenté de quatre semaines s'il vient à courir pendant les mois de juillet et d'août.

Article 6 :

La reconduction éventuelle du contrat-programme, au terme du délai stipulé à l'article 5, fera l'objet d'une négociation entre parties. A cet effet, le Centre culturel est tenu d'adresser à la Communauté, à la Province ou la COCOF et ou à la ou aux Communes, douze mois avant l'expiration du contrat-programme, un rapport général sur la période écoulée accompagné des grandes lignes et des axes prioritaires d'un nouveau contrat-programme.

Toutes les mesures seront prises pour que le nouveau contrat-programme puisse être signé trois mois avant l'échéance du précédent.

Article 7 :

La Communauté s'engage à verser au Centre culturel une subvention annuelle defrancs, conformément à l'article 9 de l'arrêté.

L'octroi de cette subvention est subordonné au respect, par le Centre culturel de ses obligations.

Cette subvention sera augmentée sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant au présent contrat-programme. Cette augmentation est fixée annuellement par le Ministre de la Culture selon le taux de progression accordé aux institutions culturelles conventionnées.

Sous réserve des disponibilités budgétaires de la Communauté française et des délais normaux requis par la procédure de liquidation en usage dans ses services, celle-ci versera annuellement la subvention de la manière suivante :

- 85% seront liquidés dans le courant du premier trimestre de l'année ;

- le solde, soit 15%, sera versé après réception des comptes d'exploitation et d'une situation bilantaire arrêtés le 31 décembre de l'année précédente.

La procédure prévue à l'alinéa précédent ne s'applique ni à la partie de subvention qui dépasserait le montant de celle de l'année précédente, ni aux subventions autorisées par d'éventuels ajustements du budget de la Communauté, ni aux subventions imputées sur des crédits provisoires ouverts à valoir sur le budget de la Communauté.

Article 8 :

Conformément à l'article 26 du décret, les interventions conjointes financières ou en services de la Commune ou des Communes, de la Province ou de la COCOF sont au moins équivalentes annuellement à la subvention ordinaire de la Communauté française.

Article 9 :

La ou les Commune(s) s'engage(nt) à verser au Centre culturel une subvention annuelle defrancs.
 Cette subvention sera augmentée sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant au présent contrat-programme.
 Cette augmentation sera fixée annuellement par la ou les Commune(s), au moins selon le taux de progression accordé aux institutions culturelles conventionnées.

Sous réserve des disponibilités budgétaires et de trésorerie de la ou des Communes et des délais normaux requis par la procédure de liquidation en usage dans les services de la Communes, celle-ci versera annuellement la subvention de la manière suivante :

- 85% seront liquidés dans le courant du premier trimestre de l'année;
- le solde, soit 15%, sera versé après réception des comptes d'exploitation et d'une situation bilantaire arrêtés le 31 décembre de l'année civile précédente.

L'intervention en services ou subventions indirectes de la ou des Commune(s) comprendra pour les quatre années qui suivent la signature du présent contrat-programme les services suivants :

Article 10 :

La Province ou la COCOF s'engage à verser au Centre culturel une subvention annuelle defrancs.
 Cette subvention sera augmentée sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant au présent contrat-programme.
 Cette augmentation est fixée annuellement par la Province ou la COCOF au moins selon le taux de progression accordé aux institutions culturelles conventionnées.

Sous réserve des disponibilités budgétaires et de trésorerie de la Province ou de la COCOF et des délais normaux requis par la procédure de liquidation en usage dans les services de la Province ou de la COCOF, celle-ci versera annuellement la subvention de la manière suivante :

- 85% seront liquidés dans le courant du premier trimestre de l'année ;
- le solde, soit 15%, sera versé après réception des comptes d'exploitation et d'une situation bilantaire arrêtés le 31 décembre de l'année civile précédente.

L'intervention en services de la Province comprendra pour les quatre années qui suivent la signature du présent contrat-programme les services suivants :

Article 11 :

Le personnel permanent du Centre culturel visé à l'article 8 de l'arrêté comprend au minimum :

- un animateur-directeur ;
- X membres de personnel d'animation ;
- X membres de personnel administratif et technique ;

Conformément à l'article 10 du décret, le Centre culturel s'engage à respecter les conventions collectives en la matière.

Article 12 :

Conformément à l'article 31 du décret et aux articles 15 et 16 de l'arrêté, le Centre culturel remettra chaque année à la Direction générale de la Culture et de la Communication, aux services administratifs de la ou des Commune(s) et de la Province ou de la COCOF, au plus tard le 15 mars de chaque année, un rapport sur l'exercice écoulé.

Les comptes, bilans et budgets devront également être présentés au plus tard le 15 mars de chaque année sur la base du plan comptable et tenir compte des législations applicables en la matière. Ils devront être préalablement approuvés par l'Assemblée générale.

En outre, le Centre culturel est tenu de fournir à la Direction générale de la Culture et de la Communication tout document et toute information qui lui seraient demandés, et de permettre aux fonctionnaires mandatés à cet effet d'avoir accès en toutes circonstances aux locaux où se trouvent les documents qu'il leur incombe d'examiner, conformément aux articles 55 à 58 des lois relatives à la Comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

A des dates décidées de commun accord, le Centre culturel prévoiera en son sein avec tous les partenaires concernés des réunions d'évaluation.

Celles-ci porteront sur l'état financier de l'association, les résultats des activités accomplies, les actions en cours et leur état d'avancement, les activités futures et leurs modalités de réalisation.

Article 13 :

Le Centre culturel s'engage à assurer son équilibre financier.

En cas de situation déficitaire, le Centre culturel soumet à l'approbation de la Communauté, de la Province ou de la COCOF, et de la ou des Commune(s) un plan d'assainissement. Celui-ci détaille les mesures à prendre pour résorber ce déficit et retrouver l'équilibre financier, qui doit, en principe, être atteint à l'issue de la période prévue par le présent contrat-programme. Si ce plan n'est pas approuvé par la Communauté, ou si ce plan, sur lequel les parties se sont entendues, n'est pas respecté, le Centre accepte de mettre en oeuvre les mesures d'assainissement, de redressement et de contrôle que décidera la Communauté.

En outre, celle-ci sera dans ces hypothèses fondée à résilier le présent contrat-programme ou à suspendre le versement des subventions.

Article 14 :

Les parties conviennent que l'exécution du présent contrat-programme ne peut en aucun cas être source d'une responsabilité quelconque de la Communauté, de la Province, de la COCOF, de la ou des Commune(s), hormis la responsabilité contractuelle et à l'exception des obligations découlant de l'alinéa 3 de l'article 10 du décret, de l'article 18 du décret et de l'article 4, § 3, de l'arrêté.

Il en est notamment ainsi en ce qui concerne les conséquences éventuelles des manquements aux obligations incombant au Centre culturel par application du présent contrat-programme et des dispositions légales en la matière.

Tout refus de renouvellement, ou toute résiliation intervenus conformément aux dispositions du contrat-programme ne peuvent être source d'un quelconque droit à indemnité pour le Centre culturel.

Article 15 :

§ 1. Pour contribuer au bon fonctionnement du Centre culturel, la Communauté, la Province, la COCOF ou la ou les Commune(s) mettent à sa disposition tout ou partie du (des) bâtiment(s) suivant(s) dont elle est (elles sont) propriétaire(s). Le Centre culturel disposera donc :

à titre exclusif de

en usage commun de

à raison d'X périodes de temps pour :

§ 2. L'association accepte d'user des biens en bon père de famille en fonction de leur destination et de son propre objet social.

§ 3. La responsabilité de la programmation culturelle dans l'infrastructure est confiée à l'A.S.B.L. selon les modalités suivantes :

La gestion administrative et technique de l'infrastructure est assurée par X personne(s) désignée(s) par

Les frais de fonctionnement du bâtiment (électricité, chauffage, nettoyage) sont pris en charge par

§ 4. Les frais de réparation et d'entretien des bâtiments sont à charge de

Les travaux doivent se faire, dans toute la mesure du possible, sans entraver le bon fonctionnement de la saison culturelle.

§ 5. Un état des lieux ainsi qu'un inventaire éventuel du mobilier existant est établi de manière contradictoire et joint à la présente convention dès signature.

Les assurances incombent à

§ 6. Toute transformation ne peut se faire qu'avec l'accord de pour

§ 7. Les articles relatifs à la gestion de l'infrastructure sont assortis d'un protocole financier précis. Celui-ci fait partie intégrante du présent contrat-programme.

Fait en autant d'exemplaires que de parties ayant un intérêt distinct, chacune reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour le Centre culturel :

Pour la Commune :

Pour la Province :

Pour la COCOF :

Pour la Communauté :

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 95 - 2212

[S - C - 29399]

15 MEI 1995. - Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot opstelling van het model van programma-overeenkomst en tot bepaling van de procedure van haar afsluiting, bepaald in artikel 10bis van het decreet van 28 juli 1992

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, gewijzigd bij het decreet van 10 april 1995;

Gelet op het besluit van 13 juli 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de procedure voor de toekenning of de intrekking van de erkenning alsook van de procedure betreffende de rangschikking in categorieën en de toekenning van toelagen aan de culturele centra;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973 en inzonderheid op artikel 3, lid 1;

Overwegende dat er voor de erkenning en de rangschikking van de culturele centra een programma-overeenkomst moet opgesteld worden;

Overwegende dat het imperatief is dat de culturele centra normaal en zonder onderbreking kunnen werken; dat er dringend een besluit moet genomen worden waarin het model van programma-overeenkomst wordt bepaald, bedoeld in artikel 10bis van het decreet van 28 juli 1992;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, aldus met redenen omkleed;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 5 mei 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 10 mei 1995;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 15 mei 1995 genomen beslissing.

Besluit :

Artikel 1. De programma-overeenkomst bepaald in artikel 10 bis van het decreet van 28 juli 1992 wordt opgesteld volgens het bij dit besluit gevoegde model.

Art. 2. De procedure voor het sluiten van de programma-overeenkomst is de volgende:

Een ontwerp van programma-overeenkomst wordt goedgekeurd bij de algemene vergadering van het cultureel centrum.

Na de rangschikking door de Franse Gemeenschap wordt de programma-overeenkomst door de betrokken partijen ondertekend.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1995.
Brussel, 15 mei 1995

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap:
De Minister belast met de Cultuur,
E. TOMAS

Model van programma-overeenkomst

Tussen enerzijds : de Franse Gemeenschap van België, hierna de Gemeenschap genoemd, vertegenwoordigd door de heer....., Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met de Cultuur, en de heer....., Directeur-generaal van de Algemene Directie voor Cultuur en Communicatie;

en anderzijds:

de Gemeente(n), hierna genoemd de Gemeente(n), vertegenwoordigd door

de Provincie, hierna genoemd de Provincie, vertegenwoordigd door

de Franse Gemeenschapscommissie, hierna genoemd de COCOF, vertegenwoordigd door

de V.Z.W., hierna genoemd het cultureel Centrum, vertegenwoordigd door

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1:

In de zin van deze programma-overeenkomst wordt verstaan onder:

-decreet: het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, gewijzigd bij het decreet van 10 april 1995.

-besluit: het besluit van 13 juli 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de procedure voor de toekenning of de intrekking van de erkenning alsook van de procedure betreffende de rangschikking in categorieën en de toekenning van toelagen aan de culturele centra;

-Adviescommissie voor de culturele centra: de Commissie

Artikel 2

Het cultureel centrum van wordt erkend als
lokaal cultureel centrum

regionaal cultureel centrum

Het wordt gerangschikt in categorie

Artikel 3

Het cultureel centrum verplicht er zich toe al de opdrachten en voorschriften van het decreet en van zijn toepassingsbesluiten in acht te nemen.

Bovendien verplicht het zich ertoe de volgende hoofdlijnen van het cultureel beleid op specifieke wijze uit te werken:

Artikel 4

Deze programma-overeenkomst heft al de voorafgaande, tussen de partijen gesloten overeenkomsten op.

Ze wordt gesloten binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, van de Provincie, van de COCOF en van de Gemeente(n).

Artikel 5

Onder voorbehoud van de toepassing van de regels inzake administratieve en begrotingscontrole alsook van het bestaan van de kredieten wordt de programma-overeenkomst gesloten voor een duur van vier jaar. Ze heeft uitwerking met.....en eindigt opZe mag niet door stilzwijgende verlenging worden vernieuwd.

Een ontbinding, opzegging of wijziging van de programma-overeenkomst mag, wat de Franse Gemeenschap betreft, enkel geschieden na inwinning van het gemotiveerd advies van de Commissie, dat ten laatste zes weken na de ontvangst van de adviesaanvraag mag uitgebracht worden. Deze termijn wordt verlengd met vier weken als hij gedurende de maanden juli en augustus begint te lopen.

Artikel 6

De eventuele verlenging van de programma-overeenkomst, na verloop van de in artikel 5 bepaalde termijn, zal geregeld worden door onderhandeling tussen de partijen. Daartoe moet het cultureel centrum twaalf maanden vóór het vervallen van de termijn een algemeen verslag over de afgelopen periode, met de grote lijnen en de algemene voorranglijnen van een nieuwe programma-overeenkomst, doen toekomen aan de Gemeenschap, de Provincie of de COCOF of aan de Gemeente(n).

Alle maatregelen moeten worden getroffen met het doel dat de nieuwe programma-overeenkomst drie maanden vóór de vervaldatum van de voorafgaande ondertekend kan worden.

Artikel 7

De Gemeenschap verplicht er zich toe een jaarlijkse toelage van frank aan het Cultureel centrum uit te keren, overeenkomstig artikel 9 van het besluit. Het toekennen van deze toelage is ondergeschikt aan het nakomen van zijn verplichtingen door het Cultureel centrum.

Die toelage zal verhoogd worden zonder dat het nodig is een aanhangsel bij deze programma-overeenkomst op te maken. Die verhoging wordt jaarlijks vastgesteld bij de Minister van de Cultuur volgens het toenemingspercentage toegestaan aan de culturele instellingen die een overeenkomst hebben gesloten.

Onder voorbehoud van de beschikbare begrotingsmiddelen van de Franse Gemeenschap en van de normaal vereiste termijnen voor de uitkeringsprocedure in gebruik in haar diensten, zal de Franse Gemeenschap de toelage jaarlijks zoals volgt uitbetalen:

- 85% in de loop van het eerste trimester van het jaar;

- het saldo, dit is 15%, zal uitbetaald worden na ontvangst van de exploitatierekening en van de balansoestand afgesloten op 31 december van het voorafgaand jaar.

De in het voorafgaand lid bepaalde procedure is niet toepasselijk op het toelagedeel dat het bedrag van de toelage van het voorafgaand jaar overschrijdt, en ook niet op de door eventuele aanpassingen van de begroting van de Franse Gemeenschap gemachtigde toelagen, en ook niet op de toelagen ten laste van voorlopige, geopende kredieten die in mindering komen van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Artikel 8

Overeenkomstig artikel 26 van het decreet zijn de gezamenlijke tussenkomsten, zowel op financieel vlak als in de vorm van dienstverleningen van de Gemeente(n), van de Provincie of van de COCOF jaarlijks ten minste gelijk aan de gewone toelage van de Franse Gemeenschap.

Artikel 9

De Gemeente(n) verplicht(en) er zich toe een jaarlijkse toelage vanfrank aan het Cultureel centrum uit te keren.

Die toelage zal verhoogd worden zonder dat het nodig is een aanhangsel bij deze programma-overeenkomst op te maken. Die verhoging wordt jaarlijks vastgesteld bij de Gemeente(n), ten minste volgens het toenemingspercentage toegestaan aan de culturele instellingen die een overeenkomst hebben gesloten.

Onder voorbehoud van de beschikbare begrotings- en geldmiddelen van de Gemeente(n) en van de normaal vereiste termijnen voor de uitkeringsprocedure in gebruik in haar diensten, zal de Gemeente de toelage jaarlijks zoals volgt uitbetalen:

- 85% in de loop van het eerste trimester van het jaar;

- het saldo, dit is 15%, zal uitbetaald worden na ontvangst van de exploitatierekening en van de balansoestand afgesloten op 31 december van het voorafgaand kalenderjaar.

De bijdrage in de vorm van dienstverleningen of indirecte toelagen van de Gemeente(n) zal voor de op de ondertekening van deze programma-overeenkomst volgende vier jaar uit de volgende dienstverleningen bestaan:

Artikel 10

De Provincie of de COCOF verplicht er zich toe een jaarlijkse toelage vanfrank aan het Cultureel centrum uit te keren.

Die toelage zal verhoogd worden zonder dat het nodig is een aanhangsel bij deze programma-overeenkomst op te maken. Die verhoging wordt jaarlijks vastgesteld bij de Provincie of de COCOF, minstens volgens het toenemingspercentage toegestaan aan de culturele instellingen die een overeenkomst hebben gesloten.

Onder voorbehoud van de beschikbare begrotings- en geldmiddelen van de Provincie of van de COCOF en van de normaal vereiste termijnen voor de uitkeringsprocedure in gebruik in de diensten van de Provincie of van de COCOF, zal de Gemeente de toelage jaarlijks zoals volgt uitbetalen:

- 85% in de loop van het eerste trimester van het jaar;

- het saldo, dit is 15%, zal uitbetaald worden na ontvangst van de exploitatierekening en van de balansoestand afgesloten op 31 december van het voorafgaand kalenderjaar.

De bijdrage in de vorm van dienstverleningen van de Provincie zal voor de op de ondertekening van deze programma-overeenkomst volgende vier jaar uit de volgende dienstverleningen bestaan:

Artikel 11

Het vast personeel van het cultureel Centrum bepaald in artikel 8 van het besluit bestaat ten minste uit:

- een animator-directeur;

- x leden animatiepersoneel

- x leden administratief en technisch personeel;

Overeenkomstig artikel 10 van het decreet verplicht het cultureel Centrum zich ertoe de collectieve overeenkomsten op dit gebied in acht te nemen.

Artikel 12

Overeenkomstig artikel 31 van het decreet en de artikelen 15 en 16 van het besluit, moet het cultureel Centrum ieder jaar, uiterlijk op 15 maart van elk jaar, aan de Algemene directie voor Cultuur en Communicatie, aan de administratieve diensten van de Gemeente(n) en van de Provincie of van de COCOF, een verslag voorleggen over het afgelopen boekjaar.

De rekeningen, balansen en begrotingen moeten ook, uiterlijk op 15 maart van elk jaar, op basis van het rekeningstelsel worden voorgelegd en rekening houden met de op dit gebied toepasselijke wetgeving. Ze moeten vooraf goedgekeurd zijn door de Algemene Vergadering.

Bovendien moet het cultureel Centrum aan de Algemene Directie voor Cultuur en Communicatie al de documenten en informatie verstrekken die gevraagd worden en de daartoe gemachtigde ambtenaren in de mogelijkheid stellen, in alle omstandigheden toegang te krijgen tot de lokalen waar de documenten zich bevinden die ze de plicht hebben te onderzoeken, overeenkomstig de artikelen 55 tot 58 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Op in onderlinge overeenstemming besliste dagen zal het cultureel Centrum in zijn midden, met al de betrokken partners, evaluatievergaderingen voorzien. Die zullen betrekking hebben op de financiële toestand van de vereniging, op de resultaten van de verrichte activiteiten, de in gang zijnde acties en de voortgang ervan, de aanstaande activiteiten en de nadere regels voor de verwezenlijking ervan.

Artikel 13

Het cultureel Centrum verplicht er zich toe te voorzien in zijn financieel evenwicht.

Zijn er tekorten, dan legt het cultureel Centrum een aanzuiveringsplan ter goedkeuring voor aan de Gemeenschap, de Provincie of de COCOF en de Gemeente(n). Daarin worden de te treffen maatregelen uitvoerig beschreven die tot doel hebben dit tekort te doen verdwijnen en het financieel evenwicht te herstellen dat in principe bereikt moet worden na de periode bepaald bij deze programma-overeenkomst. Wordt dit plan niet goedgekeurd door de Gemeenschap of als dit plan waarover de partijen het eens waren, niet in acht wordt genomen, aanvaardt het centrum de door de Gemeenschap besliste aanzuiverings-, herstel en controlemaatregelen in toepassing te brengen.

Bovendien zal de Gemeenschap in die gevallen gerechtigd zijn deze programma-overeenkomst op te zeggen of de storting van de toelagen te schorsen.

Artikel 14

De partijen zijn het eens dat de uitvoering van deze programma-overeenkomst in geen geval aanleiding mag geven tot enige aansprakelijkheid van de Gemeenschap, de Provincie, de COCOF, de Gemeente(n), behalve de contractuele aansprakelijkheid en met uitzondering van de verplichtingen voortvloeiend uit lid 3 van artikel 10 van het decreet, artikel 18 van het decreet en artikel 4 §3 van het besluit.

Het is inzonderheid zo wat betreft de eventuele gevolgen van de tekortkomingen aan de verplichtingen opgelegd aan het cultureel Centrum bij toepassing van deze van deze programma-overeenkomst en van de wettelijke bepalingen op dit gebied.

Geen vernieuwingsweigering of geen opzegging die overeenkomstig de bepalingen van deze programma-overeenkomst geschiedt, mag aanleiding geven tot enig recht op vergoeding voor het cultureel Centrum.

Artikel 15

§1. Om bij te dragen tot de goede werking van het cultureel Centrum stellen de Gemeenschap, de Provincie, de COCOF of de Gemeente(n) ter beschikking van het cultureel Centrum het geheel of een gedeelte van het (de) volgend(e) gebouw(en) waarvan ze eigenaar is (zijn). Het cultureel Centrum beschikt dus:

bij uitsluiting over:

in gemeenschappelijk gebruik over:

op basis van periode(s) van een duur van voor

§2. De vereniging aanvaardt de goederen als een goed huisvader te gebruiken op grond van hun bestemming en van zijn eigen maatschappelijk doel.

§3. De verantwoordelijkheid voor de culturele programmatie in de infrastructuur wordt toevertrouwd aan de VZW volgens de volgende nadere regels:

Het administratief en technisch beheer van de infrastructuur wordt waargenomen door X persoon(en) aangewezen bij

De werkingskosten van het gebouw (electriciteit, verwarming, schoonmaak) komen ten laste van

§4. De kosten voor de herstellingen en voor het onderhoud van de gebouwen komen ten laste van

De werken moeten, zo mogelijk, worden gebezigd, zonder belemmering van de goede werking van het cultureel seizoen.

§5. Een plaatsbeschrijving alsook een inventaris van het bestaand meubilair wordt tegensprekelijk opgemaakt en bij deze overeenkomst gevoegd onmiddellijk vanaf de ondertekening.

De verzekeringen komen voor rekening van

§6. Voor iedere verbouwing moet de instemming worden verkregen van voor

§7. De artikelen betreffende het beheer van de infrastructuur gaan vergezeld van een nauwkeurig financieel protocol. Dit maakt noodzakelijk deel uit van de programma-overeenkomst.

Opgemaakt in zoveel exemplaren als er partijen zijn met eigen belang; elke partij erkend zijn exemplaar ontvangen te hebben.

Voor het cultureel Centrum:

Voor de Gemeente:

Voor de Provincie:

Voor de COCOF:

Voor de Gemeenschap:

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE - DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 95 -- 2213

1. DEZEMBER 1994. - Erlaß der Regierung über Notaufnahmewohnungen

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch die Gesetze vom 6. Juli 1990, 18. Juli 1990 und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Dekretes vom 9. Mai 1994 zur Anerkennung von Einrichtungen für die vorübergehende Aufnahme und Betreuung von Personen in einer Notlage sowie zur Gewährung von Zuschüssen für den Ankauf, den Bau, die Anmietung, die Instandsetzung und die Ausrüstung von Notaufnahmewohnungen;

Aufgrund des Einverständnisses des Minister-Präsidenten, zuständig für den Haushalt vom 23. November 1994.

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Tatsache, daß aufgrund des akuten Bedarfs an Notaufnahmewohnungen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die Ausführungsbestimmungen zum Dekret dringend verabschiedet werden müssen, da die bestehenden Notaufnahmewohnungen erst dann in Betrieb genommen werden können;

Auf Vorschlag des Ministers für Medien, Erwachsenenbildung, Behindertenpolitik, Sozialhilfe und Berufsumschulung,

Beschließt:

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

- Dekret: des Dekret vom 9. Mai 1994 zur Anerkennung von Einrichtungen für die vorübergehende Aufnahme und Betreuung von Personen in einer Notlage sowie zur Gewährung von Zuschüssen für den Ankauf, den Bau, die Anmietung, die Instandsetzung und die Ausrüstung von Notaufnahmewohnungen;